



Confinement saison 2 : arrêtons les injonctions contradictoires !



Le président de la République lors d'une allocution le 28 octobre annonçait un nouveau confinement. Pour autant, nombre de nos concitoyens sont sommés d'aller travailler et de prendre souvent des transports en commun au risque d'être contaminés.

En clair c'est toute la vie sociale de tout le pays qui est mise sous cloche pour une durée d'au moins un mois. La vie économique, elle, doit fonctionner comme si de rien n'était – ou presque.

La culture dans son ensemble est mise au ban de la société : spectacles, librairies, bibliothèques, musées, monuments... Nous tenons ici à rappeler le rôle essentiel que tient la culture en matière d'émancipation, d'ouverture d'esprit et d'évasion. Force est de constater que nous en avons besoin comme rarement ce fut le cas. Pour autant, dans un

tel contexte, il est compréhensible que nos sites soient fermés même si des mesures de soutien à d'autres secteurs comme les librairies et le spectacle vivant doivent être prises.

Alors qu'un CHSCT ministériel est prévu ce lundi 2 novembre et qu'un CHSCT central du CMN se tiendra le 3, force est de constater que le plus grand désordre règne dans les services. Pas de concertation avec les agents...et surtout appel à du présentiel à tout va, notamment aux sièges et dans les monuments. Sommes-nous, oui ou non, en période de reconfinement ? La situation est-elle grave ou ne l'est-elle pas ? Si c'est le cas, pourquoi faire courir des risques aux agents et les faire participer à la propagation du virus quand leur activité n'est pas essentielle ?

Nous exigeons :

- ✓ La généralisation du télétravail et du travail à distance pour les missions qui le permettent et pour les agents équipés par le CMN.
- ✓ Le travail en présentiel uniquement pour les missions essentielles.
- ✓ Le retour aux autorisations d'absence spéciales pour les autres agents.
- ✓ Des mesures renforcées pour les agents vulnérables ou ayant en charge des proches vulnérables.
- ✓ La sortie de la logique de caporalisation de l'encadrement qui exige la présence des agents sur le lieu de travail coûte que coûte alors que leur rôle est de définir les priorités en mobilisant les agents sur des objectifs clairs et porteurs d'avenir, et en mettant en œuvre une organisation du travail garantissant des mesures de prévention primaire.
- ✓ Pas de nouvelle perte de pouvoir d'achat pour l'ensemble des agents, à temps plein, à temps partiel et pour les personnes vulnérables (féries, dominicale et tickets restaurant...).
- ✓ La reprise des plans de continuité d'activité du mois de mars
- ✓ Une concertation avec les agents sur leurs organisations et conditions de travail
- ✓ Aucun jour de congé supprimé *a contrario* du premier confinement.

Parce que la santé et la vie des agents est non négociable, nous demandons que le mardi 3 novembre toutes les mesures de protection soient mises en œuvre pour les préserver. Nous demandons également que dans ce contexte d'alerte maximale risque d'attentats, des mesures soient également présentées pour assurer la sûreté et la sécurité des agents.

Et surtout prenez soin de vous et de vos proches !

Arfeuilles, Buoux, Ledringham, le 2 novembre 2020.